A. Müller

# POUR L'ORGANISATION DU POUVOIR DES CONSEILS DE TRAVAILLEURS

C.I.R.A.

NUMERO DEUX

"ANALYSE HISTORIQUE ET CRITIQUE DU SYNDICALISME EN EUROPE"

Ce texte peut être librement
corrigé, adapté, reproduit,
même sans indication d'origine.

LA COLONNE L.

# ANALYSE HISTORIQUE ET CRITIQUE DU SYNDICALISME

## I LE MOUVEMENT SYNDICAL JUSQU'EN I9I4

Les premières "chambres syndicales" apparaissent peu d'années avant la Commune dans les métiers possedant une longue tradition artisanale (bâtiment, livre, cuir, bois...). Elles représentaient alors la forme d'organisation la mieux adaptée à des métiers rassemblant dans de multiples ateliers un nombre assez faible d'ouvriers de même profession (I). Elles constituaient donc aussi le meilleur instrument de luttes puisqu'elles regroupaient les ouvriers d'un même métier disséminés dans les ateliers d'une ville, en créant une cohésion que les conditions mêmes du travail tendaient à détruire. Cette activité syndicale se prolongea par un éveil politique (2) posant le problème de la nécessité d'une action autonome des ouvriers, mais sur le plan de la collaboration patronat-salariat (3). Ainsi, dès son origine, le syndicalisme apparaissait comme une organisation ne correspondant qu'à l'idéologie et aux besoins de la seule couche ouvrière artisanale.

La Première Internatinale, fondée à Londres en I864 par les éléments les plus radicaux du mouvement ouvrier, va se donner pour tâche d'orienter le syndicalisme vers l'action révolutionnaire. En I884, l'Etat français admit officiellement le fait syndical. Mais tandis que les artisans étaient les premiers à s'organiser nationalement (4) les ouvriers des grandes industries (textiles et mines) couche sociale la plus exploitée, affrontaient le patronat par des émeutes violentes. Ce n'est qu'à partir du moment où les syndicats reconnaîtront explicitement dans leur pratique et dans leurs statuts la lutte de classes, que les travailleurs des grandes industries se syndicaliseront en masse et mèneront les luttes les plus dures sur le plan des revendications (5).

(I) Première chambre syndicale, celle des cordonniers en I864, puis celle des typographes en I88I.

(2) "Manifeste des Soixante" rédigé par Tolain en I864.

(3) Les conceptions réformistes se propagèrent dans l'ensemble de la classe ouvrière, encore embryonnaire en France, par une minorité d'éléments instruits dont Proudhon représentait le type le plus achevé. Voir "De la capacité politique des classes ouvrières" qui est le livre fondamental pour les syndicalistes du XIXème siècle.

(4) Création de la Fédération Syndicale des Ouvriers Chapeliers en I879, des Typographes en I88I.

(5) Par exemple, les grèves sanglantes de Fourmies en I89I.

Durant cette période, le courant révolutionnaire marxiste sombrait dans le crétinisme parlementaire sous prétexte d'efficacité. Les ouvriers, bétail de la révolution industrielle, étaient fiers de voter malgré les trahisons successives de leurs candidats. Et, lorsque, lassés de courber le dos, ils se révoltaient, la police et l'armée noyaient les grèves violentes dans le sang. "Vous n'obtiendrez rien que par la légalité et dans l'ordre" leur rappelaient alors les sociaux-démocrates. A la même époque, les anarchistes s'isolaient de la masse ouvrière, en utilisant la "propagande par le fait" (terrorisme et attentats individuels, minorités agissantes spécialisées dans les actions "exemplaires"). Mais la reconnaissance de leur incapacité à généraliser la pratique de Ravachol, les conduisit finalement à pénétrer dans les syndicats, puis à les conquérir (6) en luttant à la fois contre la domestication des partis politiques et celle de l'Etat. Leurs thèses influencèrent la motion d'Amiens (I906) qui reste le texte fondamental des syndicalismes révolutionnaires actuels.

C'est l'époque du triomphe des diverses conceptions du syndicalisme révolutionnaire, qui voulaient faire du syndicalisme non un simple instrument de défense des intérêts des travailleurs, mais la forme sociale prolétarienne destinée à remplacer l'Etat par le moyen de l'action directe (7) et de la grève générale expropriatrice.

Cette orientation révolutionnaire du syndicalisme s'explique par:

--- le faible nombre des syndiqués (8).
--- l'intransigeance patronale à reconnaître le fait syndical.
--- l'activité d'une minorité révolutionnaire, parvenue à s'emparer de la direction des syndicats (9)et qui, fractionnée entre divers courants (possibilistes, allemanistes, guesdistes, blanquistes, anarchistes, etc.) avait pour objectif non seulement l'amélioration des conditions matérielles des travailleurs (IO) mais surtout l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces révolutionnaires vont chercher à faire des syndicats ce qu'ils ne pourront être en France, à savoir une vaste machine de subversion de l'ordre social bourgeois. On retrouvera l'influence de cette minorité dans des centaines d'actions et de brochures, mettant toutes l'accent sur la nécessité d'une élite syndicale dont la tâche est d'apporter une conscience de classe au prolétariat (Notons dès à présent la tendance du syndicalisme à constituer un pouvoir séparé )

Dès I907, l'anarchiste Malatesta accusait le syndicalisme :

--- de se cantonner dans les cadres sociaux capitalistes (compromis désastreux pour l'action révolutionnaire afin d'obtenir les subventions des municipalités)

(6) La C.G.T (Confédération Générale du Travail) se constitua en I895. De I895 à I90I, l'anarchiste Fernand Pelloutier fut président de la Fédération des Bourses du Travail.

(7) Action des travailleurs eux-mêmes, directement sur leurs lieux de travail (grève, boycott, sabotages,etc.)

(8) Seulement 5% des ouvriers étaient syndiqués.

(9) Beaucoup de ces dirigeants n'avaient jamais appartenu aux classes laborieuses (Guerard, Pouget, Monatte, Pelloutier,etc.); les autres en devenant permanents syndicaux échapaient définitivement à la production.

(IO) C'est-à-dire une "humanisation" de leur esclavage, les rendant en dernier lieu plus "rentables".

--- de réveler une capacité à développer une structure autoritaire (apparition et renforcement de la bureaucratie syndicale).
--- de prétendre se suffire à lui-même (alors qu'il se doit d'être, comme toute organisation, un moyen de lutter et non une fin en soi) et de secréter une idéologie propre: le "syndicalisme".

Les défaillances du syndicalisme et les impasses auxquelles il conduisait, provoqua la naissance d'un courant révolutionnaire anarchiste nouveau: l'individualisme anarchiste. Celui-ci, avant I908 ne touchait qu'un milieu étroit féru de "science", au langage intellectualisé, et qui à force de "dialectique" en arrivait à rejeter l'action de masses. Mais, dès I908, de nombreux anarchistes découragés par l'action syndicale, se lancèrent dans "l'illégalisme": leur influence pénétra dans les banlieues ouvrières qui à cette époque se mêlaient par de larges zones au vaste monde des irréguliers dans lequel se maintenait jusqu'alors une tradition de la déchéance acceptée. Influencé par l'individualisme anarchiste, le lumpenprolétariat se mit à proclamer sa dignité -"La plus haute mission révolutionnaire incombe à la pègre!"- et à affirmer sa liberté par une série d' actes désespérés: des hors-la-loi tiraient sur la police sans motifs apparents, d'autres fabriquaient de la fausse monnaie pour "niquer la Bourse et les rentiers", d'autres pillaient les banques pour en remettre l'argent à des travailleurs dans la misère. Certains d'entre eux connurent une publicité tapageuse (II), d'autres montèrent anonymes à la guillotine.

L'heure de vérité devait sonner pour le syndicalisme révolutionnaire à la déclaration de la première guerre mondiale. Il avait trop longtemps déclaré qu'il ferait obstacle à la guerre, pour qu'on ne l'attendît pas là. Et de fait, dans tous les pays concernés, la grande majorité des dirigeants syndicaux détenteurs de la puissance des appareils syndicaux, se retrouva tout naturellement (en France, conduits par Léon Jouhaux) du côté des bourgeois, banquiers et industriels, auxquels les unissaient les intérêts issus de leurs fonctions. Expliquer le comportement des organisations syndicales par une "trahison" de leurs dirigeants, c'est ne rien comprendre aux processus historiques. Car en réalité, l'alternative posée devant les appareils syndicaux était la suivante :
--- soit saborder leur organisation en l'engageant dans une lutte radicale contre l'Etat dont les moyens de répréssion étaient portés à leur niveau le plus élevé par la mobilisation générale (I2)
--- soit accepter la place que la bourgeoisie leur offrait généreusement au sommet de l'Etat.

Etant donné la place déjà occupée par la bureaucratie syndicale dans la société capitaliste, la réponse ne pouvait faire l'objet d'aucun doute. C'était du reste ce que la bourgeoisie avait fort bien compris pour sa part.

(II) Comme la "Bande à Bonnot" ou celle de Jacob qui avait mis Amiens en coupe réglée, I0% des recettes des commerçants allant direc- dans les caisses des groupes anarchistes.

(I2) Ce que firent des individus et des groupes décidés à ne pas s'avilir. Certains désertèrent, d'autres organisèrent une propagande antimilitariste active à l'arrière et sur le front et jouèrent un rôle dans les mutineries de I9I7.

## II L'ANARCHO-SYNDICALISME ESPAGNOL

L'influence de l'anarchisme sur le mouvement ouvrier espagnol s'explique par le caractère agricole du pays qui crée des liens étroits entre ouvriers d'industrie, paysans pauvres et journaliers, dont les révoltes sauvages mêlées de banditisme constituaient la forme séculaire de vengeance populaire vis-à-vis des classes dirigeantes (I).

L'action insurrectionnelle pronée par les anarchistes se trouvait ainsi conforme aux traditions de lutte de classes du peuple espagnol. Cette influence se concrètise par la formation de la C.N.T (2), rapidement dominée par la F.A.I (3) qui l'obligera à se tenir à l'écart de toute entente avec les partis politiques et l'empêchera de prendre part aux duperies électorales et parlementaires.

Le I9 Juillet I936, le prolétariat répond par la grève générale et la mobilisation des masses, à la rebellion des militaires et des monarchistes. L'Etat républicain, pris entre la révolte de son armée et l'énergie des masses populaires, vole en éclats.

Dans toutes les régions où les militairesont été écrasés, le pouvoir d'Etat s'est emiétté en une multitude de comités locaux. Ces comités, dont l'autorité s'appuyait sur la force des ouvriers en armes, cumulaient les fonctions législatives et éxécutives, décidant souverainement du maintien de l'ordre, du contrôle des prix, de la confiscation des comptes en banque, et de la collectivisation (4).

Mais ces comités, tout en représentant l'expréssion de la volonté populaire, ne purent jamais devenir de véritables Conseils: car ils étaient régis non par les règles démocratiques de la majorité, mais par celles des accords au sommet, le plus souvent entre C.N.T et U.G.T (5).

(I) "La révolution et la guerre d'espagne" de Broué et Témine. I96I.

(2) Confédération Nationale du Travail, organisation syndicale clandestine d'inspiration libertaire crée en I9II. Vers I935 elle comptera déjà un million d'adhérents.

(3) Fédération Anarchiste Ibérique, organisation clandestine crée en I927: elle va "théoriser" les jacqueries paysannes pour les transposer sur le plan des luttes ouvrières. C'est sous son impulsion qu'éclatent les violentes flambées révolutionnaires instaurant un éphémère communisme libertaire (Llobregat en Janvier I932, Casas Viejas en Janvier I933, Aragon en Décembre I933). La F.A.I fut pratiquement incorporée à la C.N.T à la veille de la guerre civile.

(4) L'expropriation des biens de l'Eglise et des grands propriétaires, la suppression des privilèges du patronat, permet aux paysans et aux ouvriers de récolter directement les fruits de leur travail. Mais il y eut de très grandes différences suivant les régions (au Levant, en Aragon, en Catalogne, des collectivités communistes libertaires furent établies alors qu'en pays basque les biens de l'Eglise et de la bourgeoisie étaient respectés.)

(5) Union Générale des Travailleurs, organisation syndicale d'inspiration socialiste, luttant non pour la collectivisation mais pour la nationalisation des entreprises c'est-à-dire pour le capitalisme d'Etat. Elle compte un million et demi d'adhérents.

Spontanément, paysans et ouvriers avaient désigné leurs comités, et c'est aussi spontanément qu'ils les placent sous le contrôle des partis et des syndicats; lesquels sont bien décidés à ne pas abandonner, au profit des comités, l'autorité qu'ils ont pu saisir grâce à l'effondrement de l'Etat. En fait, partis et syndicats étaient unanimes dans leur hostilité à la transformation des comités en Soviets ou Conseils.

Durant cette période, républicains, socialistes et communistes staliniens, niaient encore la révolution sociale et proclamaient leur attachement à une république parlementaire capable de défendre petits industriels et commerçants. Tandis que les anarchistes (Colonne Durutti) créaient dans les villages les conditions matérielles de la collectivisation (6) en fusillant gros propriétaires, notaires et curés.

Au bout de quelques mois, les faiblesses des conquêtes révolutionnaires apparurent au grand jour, non tant du fait de leur improvisation que de leur caractère inachevé. En effet, à peine née, la révolution doit engager une lutte à mort contre l'Armée , et aussi contre les forces réactionnaires de l'intérieur qui se battent rarement à visage découvert. Très vite, la dualité entre le pouvoir d'Etat détenu par le gouvernement (7), et celui détenu par les comités, constitua un obstacle pour la continuation de la guerre.

Fallait-il poursuivre la révolution au risque de perdre la guerre? Devant la gravité de la situation (8) la C.N.T incapable de dépasser ce faux dilemne en élaborant une politique cohérente et en proposant aux masses des solutions concrètes, entra au gouvernement Largo Caballero en Novembre I936: ce qui constituait de plus une violation flagrante de ses propres principes. Désormais l'initiative appartenait aux réformistes et non plus aux révolutionnaires.

La première tâche du nouveau gouvernement fut évidemment de renforcer l'Etat. Il s'agissait donc de liquider les comités tout en donnant l'impression aux masses que cette liquidation assurait en fait et consacrait la victoire des comités. Théoriquement cela semblait facile, vu que les comités étaient formés des représentants de tous les partis et syndicats qui participaient et soutenaient le programme du gouvernement. En réalité, paysans et ouvriers montrèrent beaucoup d'acharnement à défendre des organismes qu'ils avaient eux-mêmes bâtis, luttant à la fois contre les consignes de leurs partis et celles de leurs dirigeants syndicaux.

(6) "L'oeuvre constructive de la révolution espagnole" par la C.N.T espagnole en exil. 2ème édition I965.

(7) Le gouvernement, par l'intermédiaire de l'U.G.T, contrôlait les banques,l'or et le crédit: ce qui lui permettait d'empêcher ou de freiner à son gré, le fonctionnement des entreprises collectivisées. De plus, il représentait la "légalité" vis-à-vis des puissances étrangères.

(8) L'espagne républicaine était isolée diplomatiquement (excepté avec l'URSS et le Mexique), tandis que l'espagne nationaliste recevait une aide humaine et surtout matérielle énorme de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste.

La petite bourgeoisie des villes, qui s'etait terrée pendant les premiers mois de la révolution, réapparait à la surface avec la reconstruction de l'état. Les révolutionnaires, faute de l'avoir écrasée, doivent se résigner à lui voir relever la tête car elle possède maintenant le soutient de la police et l'appui officiel du P.C. (9) dont les agissements sont totalement couverts par le gouvernement du fait des indispensables livraisons d'armes russes.

En Mai 1937, à Barcelone, des communistes staliniens aux ordres du gouvernement, attaquent le Central Téléphonique gardé par la CNT. Devant cette provocation, les ouvriers se mettent en grève et élèvent des barricades, sans qu'aucune organisation n'ait lancé le moindre mot d'ordre. Puis les ouvriers en armes se rendirent maitre de la ville. Une minorité parmi les anarchistes (IO) et des éléments du P.O.U.M.(II) appuient le mouvement et refusent de séparer artificiellement le problème de la guerre et celui de la révolution. Au contraire, ils proposent de mener une guerre révolutionnaire au moyen d'un pouvoir et d'une politique révolutionnaires. Malheureusement ce dernier grand sursaut des forces prolétariennes réussit à être apaisé grâce à une intense campagne de propagande du gouvernement: dirigeants et ministres de la CNT. participèrent activement à la campagne d'intoxication.

Le I6 Mai I937, le gouvernement de Largo Caballere tombe tandis que se forme le gouvernement Négrin, manipulé par le P.C. et auquel ne participent ni la CNT. ni l'UGT. Rapidement la censure est rétablie, une police politique-le S.I.M.- (I2) est mise sur pied, le POUM. est persécuté puis supprimé, aucune opposition ouverte n'est plus tolérée. Bourgeois et communistes, une fois au pouvoir, s'empressent de bâtir un Etat fort et respectable vis à vis de l'étranger. Ces efforts désespérés ne changèrent nullement le rapport de forces diplomatiques, mais cassèrent les reins des révolutionnaires. La révolution était définitivement vaincue et ses vainqueurs furent incapables de gagner la guerre (I3)

(9) Parti Communiste,entiérement aux ordres de Staline, il comptait 30.000 membres enI935 et un million en Juin I937. Ce gonflement est significatif quand à sa composition sociale.

(IO) Les Jeunesses Libertaires, les Amis de Durruti et des théoriciens comme Camillo Bernéri auteur de "Guerre de classes en Espagne".

(II) Parti Ouvrier d'Unification Marxistes anti-stalinien,d'idéologie socialiste révolutionnaire, renié par Trotsky, mais traité néanmoins de "trotskyste" par ses adversaires.

(I2) Servicie de Investigation Militar:possède la haute main sur les prisons et les camps de concentration. Il est d'ailleurs concurencé dans ce domaine par son homologue russe, le NKVD. infiltré en Espagne sous le déguisement de "Conseillers militaires"..

(I3) "Les anarchistes espagnols et le pouvoir" par César M. Lorenzo -I969-

## III LE SYNDICALISME INTEGRE A LA SOCIETE ET A L'ETAT CAPITALISTES

La guerre de I9I4, en rendant plus apparente la nature essentiellement réactionnaire des dirigeants syndicaux, révèla bientôt aussi l'inadaptation même pour une lutte réformiste conséquente, de l'organisation syndicale. En effet, le syndicalisme, né au moment de l'introduction du machinisme dans l'industrie, se trouva dépassé au fur et à mesure de l'accélération de la révolution industrielle, par l'évolution du capitalisme. De plus en plus, les usines et les entreprises rassemblaient en des unités organiques de production, des travailleurs de professions très diverses.

Or le syndicalisme extrait les travailleurs de l'usine, où sont leurs intérêts vitaux, pour leur en créer de superficiels en les dispersant en autant de syndicats que de métiers. Ainsi le syndicalisme détruit la cohésion des travailleurs dans l'entreprise (et par conséquent, affaiblit le dynamisme des luttes) au profit d'une forme d'organisation périmée, ne reflètant plus que les intérêts et les tendances idéologiques de couches ouvrières représentant une survivance d'un état dépassé de la production.

Par ailleurs, les tendances bureaucratiques déjà en germe dans le syndicalisme d'avant-guerre, se trouvèrent renforcées lors de la mainmise des partis communistes sur les syndicats, au moment où la classe ouvrière éblouie par la révolution russe de I9I7, accorda une confiance aveugle au bolchévisme (I).

En I92I se crée en France la C.G.T.U (Confédération Générale du Travail Unitaire) qui rassemble au départ des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes: cet attelage hétérogène se rompt en I922 lorsque la C.G.T.U donnera son adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge et passera par étapes sous la domination de la bureaucratie russe. Quelques années et quelques épurations suffiront pour qu'une symbiose complète unisse la C.G.T.U au Parti Communiste; symbiose non dissimulée et affichée même avec éclat sous le nom de Direction Unique (2). L'histoire du syndicalisme sera désormais celle du Parti Communiste.

La C.G.T.U disparaîtra en I935 après le congrès d'unification de Toulouse et rejoindra la vieille C.G.T, au point de la noyauter et de la noyer bientôt sous la vague du Front populaire. C'est à cette époque que le drapeau tricolore fait son apparition dans les défilés communistes. L'accord PCF-SFIO-Radicaux, permet à la "gôche" de remporter le 3 Mai I936, les élections. Toutes les conditions sont remplies pour la victoire des bureaucrates: unité de la gauche, unité syndicale, victoire électorale. Le 4 Juin, la gauche forme un gouvernement présidé par Léon Blum, leader de la SFIO (Le PC n'y participe pas mais le soutient). Entre-temps, des grèves parties spontanément de la base, éclataient partout.

(I) Le bolchévisme aggrave le phénomène bureaucratique dans les organisations ouvrières en développant chez ses adhérents une structure psychique servile. Toute critique réelle étant automatiquement récupérée au profit des chefs qui leur permet de se perpétuer en tant que spécialistes de la direction. Cette aliénation étant fondée sur des rapports sociaux hiérarchisés.

(2) Les pricipaux secretaires de la CGTU seront d'ailleurs des leaders du PC, Gaston Monmousseau, Pierre Sémard, Benoît Frachon...

Dès le début du mouvement de grèves, les gauchistes de l'époque, analysèrent la situation comme révolutionnaire: "Tout est possible!" déclaraient-ils. Du coup, ils seront dénoncés comme les pires ennemis de la classe ouvrière et le gouvernement de gauche, soutenu par les communistes interdira "Lutte communiste" le journal trotskyste. L'orientation du PC était de ne pas effrayer la bourgeoisie, l'essentiel étant de faire respecter les accords Laval-Staline signés en I935. L'intérêt de la bureaucratie russe avant tout. Le 7 Juin, le patronat, le gouvernement et les syndicats, signent les accords de Matignon qui prévoient des augmentations de salaires de près de I0% (3), la liberté syndicale, deux semaines de congés payés et la semaine de 40 heures. Le II Juin, Maurice Thorez, le leader du PC, déclare: "Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue, il faut même savoir consentir aux compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles revendications. Tout n'est pas possible.". La France avec son gouvernement "Front populaire", laissera écraser la révolution espagnole par une politique de non-intervention. La Chambre des députés à majorité de gauche, approuvera encore les accords de Munich et abdiquera ses pouvoirs au profit du maréchal Pétain en I940.

Lorsqu'on arrête l'élan de la classe ouvrière vers son émancipation totale, lorsqu'on fait de "justes compromis", lorsqu'on se refuse à voir que le fascisme et la guerre sont des expressions du capitalisme: on a le fascisme et la guerre.

Dans toute l'Europe, après la première guerre mondiale, le syndicalisme est entré dans une nouvelle période, celle de son intégration au régime capitaliste. Il y tendait depuis ses origines, mais il aura fallu :

--- les services rendus par les dirigeants syndicaux, à la Patrie et au Capitalisme dans "L'Union Sacrée", pour que l'Etat leur accorde une place dans ses organismes.

--- les nationalisations, après la seconde guerre mondiale, qui donnent à la bureaucratie syndicale une perspective de durée en tant qu'organisme particulier de la société capitaliste, perspective qui lui manquait dans le seul exercice du syndicalisme.

Après la Libération, la C.G.T unifiée se reconstitue à nouveau (le pacte germano-soviétique avait entrainé un clivage entre de nombreux syndicats et ceux restés fidèles à la politique du PC en 39) avec les bénédictions conjuguées de Léon Jouhaux, Monmousseau, et Benoît Frachon: mais cette unité ne durera que 3 ans. Le I2 Avril I948, une scission se produira entre C.G.T et C.G.T-Force Ouvrière. Pareil morcellement s'observe chez les syndicalistes chrétiens divisés entre C.F.T.C (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) et C.F.D.T (Confédération Française Du Travail) qui se donne une apparence laïque.

Cette intégration du syndicalisme correspond parfaitement à l'évolution du capitalisme européen, où l'Etat contrôle de plus en plus la vie sociale et économique.

(3) Au Ier Janvier I938, les prix avaient augmenté de près de 50%, réduisant à zéro tous les avantages économiques accordés aux travailleurs et que la C.G.T avait présenté comme "Une Grande Victoire".

La révolution avortée de Mai-Juin I968 confirme l'intégration du syndicalisme; elle confirme aussi que tout avantage important arraché par la classe ouvrière ne s'obtient pas par des moyens réformistes, marchandages en commissions ou grèves de protestation, mais par des moyens révolutionnaires dont le minimum est de dépasser la grève avec occupation.

Dès le début de la crise, alors que des grèves de solidarité avec les étudiants en révolte éclataient de partout, le rôle et la nature des syndicats apparut clairement quand, loin de reconnaitre la valeur du mouvement étudiant révolutionnaire, ils ont tout fait pour le discréditer par des moyens démagogiques: ce sont des bourgeois, des privilégiés, ils n'ont jamais travaillé, etc. Bien des discussions seraient clarifiées ou évitées si l'on ne perdait pas de vue que la majorité des étudiants est destinée à devenir des salariés et que la classe ouvrière actuelle ne comprend pas seulement les ouvriers d'usines, d'entreprises et des champs, mais aussi tous les salariés techniciens et employés (4).

Le I7 Mai I968, dans la plupart des entreprises, les ouvriers votèrent la grève illimitée avec occupation. Les étudiants, comprenant que leurs problèmes ne pouvaient être résolus dans le cadre de la société capitaliste, cherchaient à unir leurs efforts à ceux des travailleurs par une solidarité concrète dans l'action (5).

Cette action radicale dont l'objectif immédiat était le renversement de l'Etat et du pouvoir de la bourgeoisie par les organisations de base et des masses, trouva son frein principal dans la stratégie syndicale qui accomplit des efforts immenses pour transformer la grève politique en grève uniquement revendicative. Le souci principal des appareils syndicaux fut d'éviter le débordement par le noyautage des comités de grève: le rôle des piquets de grève constitués par les délégués syndicaux des grandes centrales, étant d'empêcher les ouvriers de parler pour eux-mêmes et de prendre contact avec les étudiants (6).

(4) "Les syndicats contre la révolution" de Peret et Munis. I968.

(5) En I968, Paris, Varsovie, Londres, Stokholm, Berkeley, Belgrade, et Prague, connurent des révoltes où les étudiants étaient liés aux travailleurs. Dans les régimes bureaucratiques ou bourgeois, le schéma est en gros le même: les étudiants, en nombre croissant, futurs techniciens, ingénieurs ou spécialistes de la connaissance sont écartés du pouvoir de décision. Une minorité d'entre-eux, comprenant que leurs problèmes réels ne peuvent être résolus dans les sociétés d'exploitation, se situent dans la lutte de classes et constituent une force révolutionnaire non négligeable dans la révolution qui s'avance. Révolution qui peut être aussi bien une révolution prolétarienne, que l'ascension au pouvoir d'une classe d'intellectuels...

(6) Le délégué syndical est clairement apparu, non comme le représentant des travailleurs, mais comme celui de son organisation. Elu une fois l'an, échappant ainsi au contrôle permanent de la base, il doit son autorité non à sa détermination de lutte ou à la solidarité de ses camarades, mais parce qu'il parle au nom du syndicat. Et comme il y a plusieurs organisations syndicales, son rôle en période de mécontentement de la base, consiste avant tout à faire de la publicité pour sa crèmerie.

Les accords de Grenelles, destinés à museler la base par des miettes, permit aux centrales syndicales et aux conservateurs de tout accabit -du gouvernement au PCF- de jouer sur le terrain de la politique spécialisée qui est le leur, c'est-à-dire celui des sacro-saintes élections. Chemin faisant, les centrales syndicales ne manquèrent pas de renforcer leur autorité sur leurs adhérents et sur la masse des non-syndiqués (80% des ouvriers) par une sanction légale: la reconnaissance de la section syndicale dans les entreprises. Ainsi, grâce à l'appui des lois bourgeoises, les appareils syndicaux pourront mieux encadrer et controller les masses ouvrières, toujours influençable par des "minorités irresponsables". Maintenant les délégués syndicaux, face aux directions patronales sont liés par des contrats qui règlent leurs rapports. Ils sont désormais totalement prisonniers de la législation capitaliste: ils ne peuvent en aucune manière contester la totalité du système et encore moins soutenir une action radicale. Leur rôle essentiel se limite donc à se justifier et à justifier leur organisation respective. Leurs efforts ne visent plus qu'à mobiliser les ouvriers sur des problèmes réels mais secondaires (ammenagements intérieurs, hygiène, sécurité du travail, promotion sociale) ce qui signifie mobiliser les ouvriers afin qu'eux-mêmes améliorent les conditions de leur propre exploitation: l'existence du patronat n'est plus remise en question.

Il devient de plus en plus évident que dans nôtre société capitaliste moderne, les syndicats ne sont ni une organisation révolutionnaire dégénérée, ni une organisation ouvrière trahie par sa direction bureaucratique, mais un mécanisme d'intégration à une gestion plus rationnelle de l'économie capitaliste (7).

A l'occasion du Ier Mai I969, le comportement contre-révolutionnaire de la plus importante centrale, la CGT, apparut avec plus de netteté encore: elle annula les manifestations du Ier Mai afin de ne pas effrayer l'électorat de Duclos prétendant du Parti Communiste à l'Elysée. Le même jour, Marcellin, ministre de l'Intérieur, déclara qu'en l'abscence des organisations ouvrières légales, toute manifestation serait interdite. On retrouve là, d'une manière apparemment paradoxale, la théorie théologique bien connue: "Il existe une organisation syndicale de la classe ouvrière, un parti de la classe ouvrière" qui seuls, par définition et par droit de la divine théorique du marxisme-léninisme scientifique, sont habilités par eux-mêmes à parler au nom des travailleurs et à leur dicter ce qu'il faut faire ou ne pas faire.

Cette intégration des organisations légales et officielles de défense de la classe ouvrière, signifie que les conflits du travail auront tendance à être de plus en plus institutionnalisés (8).

(7) "Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations" de René Vienet. I968.

(8) Par exemple, à l'origine, les "conventions collectives" avaient pour but de restreindre l'arbitraire patronal. Ces contrats de travail, sont devenus entre les mains des syndicats auxquels la loi bourgeoise reconnaît le monopole des discussions et de la signature, un instrument d'assujetissement de l'ensemble des travailleurs au Capital.

Ces institutions de formes diverses ont toutes pour finalité de constituer un système de cogestion (9) associant le patronat, les syndicats et l'Etat.

Mais depuis quelques années, le syndicalisme n'est plus confiné dans le seul secteur de l'économie où le travail, vidé de toute créativité, se réduit à un acte parcellaire du processus de production dont la finalité échappe entièrement aux travailleurs (IO). Le développement de la technique et de l'automation, change graduellel'existence quotidienne des masses dont le travail ne sera bientôt plus le centre de gravité. Dans un proche avenir, travail et loisirs, ne formeront plus qu'une seule activité soigneusement et rationnellement organisée au moyen des ordinateurs et de la cybernétique par un Etat de plus en plus technocratisé.

A ce sujet, des éléments de la CFDT, ont déjà pris position: "Désormais le syndicalisme ne saurait s'intéresser uniquement à l'homme au travail (...) mais il doit considérer ses aspirations à l'extérieur du travail. La diminution des horaires pose des problèmes que nous ne saurions ignorer. Les syndicats auront un nouveau rôle à jouer, rôle qui pourrait devenir l'essentiel de leur mission le jour où le travail n'occupera plus qu'une petite partie de la vie de l'homme. Aussi les syndicats doivent-ils s'intéresser à la psychologie de l'homme, non seulement dans le travail, mais dans le temps libre: ils ne sauraient agir (...) définir leur stratégie et leur tactique revendicatives comme si les gens n'avaient pas de loisirs" (II).

Actuellement les incitations à la grêve des bureaucraties syndicales, ont pour objectif:

--- de montrer à leur base leur détermination et leur combattivité.
--- de faire pression sur la bourgeoisie afin d'obtenir une place dans l'appareil étatique de direction de la société.

L'avenir des syndicats (CGT,CFDT,FO,etc) c'est le syndicalisme gestionnaire, qui à la fois témoigne et contribue à l'ensemble de la vie sociale aliénée.

(9) Le système cogestionnaire fonctionne bien en Angleterre, aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale: les syndicats y sont d'importants actionnaires d'entreprises exploitant...les syndiqués.

(IO) Le travail, et à travers lui l'exploitation de l'homme par l'homme, se présente par une double division:
A) Technique et fonctionnelle. B) Sociale et hiérarchique.
L'aliénation, apparemment, provient de ce que la division fonctionnelle du travail, est institutionnalisée par un pouvoir séparé, et accompagnée d'une division sociale où, spécialité, compétence, responsabilité et autorité, sont confondues dans une même échelle hiérarchique justifiée par des valeurs pseudo-naturelles ou pseudo-scientifiques c'est-à-dire justifiée par les idéologies bourgeoise ou bureaucratique. Mais en fait, en analysant les expériences prolétariennes les plus avancées on se rend compte que ni l'abolition du salariat ni l'abolition de l'argent n'entrainent l'abolition de l'homme par l'homme: celle-ci est liée à l'abolition du travail (Nous reviendrons plus longuement sur ce sujet)

(II) Albert Detraz dans "La semaine de 30 heures" de R.Paranque.I967.

## IV. LIMITES ET DANGERS DES SYNDICALISMES REVOLUTIONNAIRES.

Durant ces dernières années, en Europe, toutes les grèves sauvages déclenchées par la base n'ont jamais pris la forme de lutte d'un syndicat -réformiste ou révolutionnaire- mais celle de comités de grève, élus par l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non.
Ces comités de grève, ou comités de base, en constituant un nouveau pouvoir face à celui du patronat, se sont toujours immédiatement heurtés aux syndicats dont ils confisquaient l'autorité sur les travailleurs. Le rôle réactionnaire des syndicats réformistes étant généralement rendu transparent par l'attitude des dirigeants syndicaux, agents d'une collaboration de classe, qui, au fur et à mesure de leur ascension dans la hierarchie des appareils syndicaux échappent pratiquement au contrôle direct et constant de leurs mandants.

Le fait de la naissance d'un comité de base lors d'une grève sauvage démontre, à lui seul, l'incapacité de toute organisation à mener même une action potentiellement révolutionnaire et de faible envergure.
Puisque les travailleurs affrontant le patronat se trouvent dans l'obligation d'écarter la forme d'organisation syndicale pour créer un nouvel organisme de lutte, plus adapté à l'action à mener, il faut nécessairement admettre qu'un syndicat n'est pas un moyen de lutte révolutionnaire.

Le syndi calisme,qui fut une étape importante du mouvement ouvrier, n'est plus aujourd'hui une arme révolutionnaire. Il a en effet depuis longtemps révélé dans ses structures la tendance irrémédiable au pouvoir séparé.Cette tendance se manifeste par l'institution d'une séparation (justifiant le pouvoir d'une minorité politisée) entre ouvriers syndiqués et non-syndiqués. Dans la pratique, cette séparation exclut ces derniers de la possibilité de s'exprimer, tandis que le syndicalisme s'impose pratiquement à tous. Or, il est essentiel que dans une révolution sociale authentique, tous les travaileurs puissent librement décider des problèmes posés par la marche vers le communisme.

Mais cette condition ne peut p ratiquement se réaliser que par le système d'organisation des comités de base où toutes les conceptions révolutionnaires pourraient être librement exprimées dans le cadre d'une démocratie directe. Le maximum de travailleurs pourrait s'y exprimer sans avoir recours à un parti ou à une étiquette quelconque.

Au cours de l'Histoire, le syndicalisme révolutionnaire a démontré que, dans ses structures, il n'était pas radicalement différent du syndicalisme réformiste. Et de même que la forme d'organisation étatique a amplement montré qu'elle était,par essence,oppressive,et que le fait d'accoler une terminologie révolutionnaire aux institutions étatiques ne changeait rien à leur caractère de contrainte et d'arbitraire envers les travailleurs,de même, le syndicalisme "révolutionnaire" n'est qu'une variante du syndicalisme, qui est,par essence, un mécanisme d'intégration aux divers systèmes d'exploitation.

## V. L'ANARCHO-SYNDICALISME.

L'anarcho-syndicalisme differe sur de nombreux points du syndicalisme revolutionnaire, car :

- il ignore les permanents (les délégués sont constamment révocables)
- ses délégués se trouvent sous l'emprise réelle et directe de la base.

Néanmoins, les organisations syndicales influencées par l'anarcho-syndicalisme (syndicalisme d'avant 1914), ou bien directement d'inspiration libertaire (C.N.T espagnole) se trouvèrent imprégnées de bureaucratisme.
Phénomène que les responsables anarcho-syndicalistes niaient d'autant plus qu'ils ne pouvaient que le ressentir d'une manière diffuse et non l'expliciter. Il fallut attendre la révolution espagnole de 1936 pour voir clairement le syndicalisme le plus radical, récupérer à son profit personnel l'élan prolétarien des comités. Depuis, l'organisation syndicale fut dénoncée dans la pratique du prolétariat lorsque celui-ci s'organisa hors ou contre les syndicats, sous forme de comités unitaires de base. L'anarcho-syndicalisme, de même qque le syndicalisme révolutionnaire, n'est pas radicalement différent du syndicalisme réformiste, car ils possédent dans leurs structures, la tendance, plus ou moins affirmée, au pouvoir séparé.

Cette tendance se retrouve dans les propositions et la nature essentiellement contradictoires de l'anarcho-syndicalisme. En effet, l'anarcho-syndicalisme reconnait la capacité révolutionnaire de mobilisation des comités de base. Toutefois, il leur dénie la capacité de coordonner, en période révolutionnaire, régionalement et nationalement, la production, la distribution et la consommation, et d'assurer la planification par la base. Or, vu l'expérience des luttes prolétariennes qui prouvent les capacités gestionnaires des conseils de travailleurs, et, connaissant les options fédéralistes de l'anarchisme, la conception anarcho-syndicaliste ne peut donc être qu'une idéologie justifiant le pouvoir d'une minorité syndicale.

Par ailleurs, l'anarcho-syndicalisme, en proposant la gestion syndicale de l'économie, comme moyen de parvenir à une société émancipée, se met en contradiction avec lui-même. Comme l'existence du syndicalisme dépend entièrement de la dualité Capital-Travail, une révolution sociale qui abolirait progressivement mais totalement le patronat et le salariat détruirait les conditions mêmes qui ont amenés les travailleurs à s'organiser dans les syndicats.

L'anarchisme doit, dès à présent, se remettre radicalement en question et contribuer aux conditions matérielles de son propre dépassement dans un sens positif. Sinon, ses contributions au mouvement prolétarien seront au fur et à mesure déformées et récupérées (1) tandis que lui-même, en tant que mouvement, tombera irrémédiablement dans les oubliettes de l'Histoire.

(1) Voir, par exemple, les thèses maoïstes de la Gauche Prolétarienne au sujet de la révolte anti-autoritaire.

## PUBLICATIONS

### France

"La Base" ( C.A. Citroën ) J. Renault, 23 Rue Blanche.Paris 9°

"Noir et Rouge" Lagant BP II3 . Paris I8°

"Informations correspondance ouvriére" Pierre Blachier . I5 rue Labois-Rouillon . Paris I9°

"Cahiers du communisme de Conseils" Robert Camoin BP I5 I3 . Marseille . I2

"Internationale Situationniste" BP 307-03 . Paris .

"Recherches Libertaires" A. Pirou IO rue J. Weydmann . 67 Strasbourg Meinau .

### Italie

"L'internazionale" BP I73 . 60 I00 Ancona .

"Volontà" Aurelio Chessa . Via del Bottaccio I6 . 5I I00 Pistoia.

"Agitazione del sud" Casella Postale II6 . Palermo .

"Attività-Informazioni-Anarchiche" Pavese . Via Donizetti n° 4-II I7 I00

"L'internazionale" Frizzo . BP I7I-47 I00 . Forli .

### Etats-unis

"Black and Red" P.O Box 973 Kalamazoo . Michigan 49 005 .

"News and Letters" 4I5 Braihard Street . Détroit . Michigan 48 20I

"Speak Out" Facing Reality . I4 I3I Woodward . Détroit . Michigan 48 203

"Industrial worker" 2422 N Halsted Street . Chicago . Illinois 60 6I4

"Anarchos" P.O Box 466 Peter Stuyversant Station . New York . N.Y. IO 009.

"Situationist International" S.I. P.O. Box 49I Cooper Station . New York . N.Y IO 003

### Angleterre

" Freedom" 84B Whitechapel. Higt Street . London E.I

"Solidarity" H Russel 53 A Westmorland Road . Bromley . Kent .

"The Bulletin of Anarchist Black Cross" 735 Fulhan Road . London SW . 6

"London Squatters" I28 Hainault Road . Leytonstone . E. II

"Anarchy" 84 A Witechapel . Higt Street . London E;I

"Black and Red" PHil 8 Stonecroft Road Leyland .

# POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE NON SEPAREE DE LA REALITE

La Colonne se veut une organisation non-autoritaire, c'est-à-dire qui ne cherche ni à s'imposer ni à diriger les opprimés, mais à constituer un instrument de leur émancipation intégrale.

Elle coordonne l'activité de divers groupes et individus, liés fédérativement par des contrats libres et révocables à tout moment, même unilatéralement. L'essentiel étant d'expliquer, si possible par écrit, les motivations des adhésions et des ruptures.

L'unique condition pour entrer et rester à la Colonne, est l'accord des actes et des paroles, et la recherche de la cohérence entre la théorie et la pratique.

Les propositions qui suivent ne visent pas à définir abstraitement la Colonne, mais expriment les conditions concrètes de son fonctionnement :

-- Autonomie des groupes, et des individus à l'intérieur de ces groupes, qui restent entièrement responsables de leur activité.
-- Libre critique et confrontations réelles, qui seules permettent le dépassement des positions.
-- Discussion publique des divergences, avec un minimum de précautions concernant les mesures de sécurité librement acceptées par tous.
-- Travail collectif. Ce qui suppose ni l'ignorance, ni la juxtaposition des problèmes, expériences ou réfléxions, mais leur mise en commun pour un dépassement commun.

Evidemment il ne s'agit pas d'une coordination tactique de groupes hétérogènes en vue d'un rassemblement bâtard fondé sur le malentendu permanent. L'alliance tactique n'est efficace que là où l'unité organique est possible.

L'unification ne s'obtient ni par l'activisme-à-tout-prix, ni par des actions communes bureaucratiques, ni par la recherche théorique abstraite. Cette unité se crée à partir de la solidarité concrète entre révoltés, et non au moyen des liens stériles du militantisme.

Le matériel de chacun est à la disposition de tous. Des liaisons constantes permettent la circulation rapide des informations et l'interpénétration des expériences. Aucun organisme de censure quel qu'il soit n'est permis à l'intérieur de la Colonne.

Toutes les séparations aliénantes; dirigeants-dirigés, garçons-filles, intellectuel-manuel, sont considérées comme contre-révolutionnaires. Toute spécialisation, tout privilège de droit ou de fait, doivent être abolis.

L'objectif de la Colonne est de :

-- se donner les moyens d'agir en tant que telle, contre le régime capitaliste et les organisations bureaucratiques qui constituent un frein au développement de la lutte de classes.
-- se donner les moyens d'agir au sein des mouvements de masses, afin de leur donner une orientation radicale.

Allemagne

"Partisan" Hambourg. I3 Schluterstr 86.

"Agit 883 Berlin. Uhlands 52.

Belgique

"Revo BP 252. Bruxelles I.

"L'Alliance" II rue Delporte. Bruxelles 5.

"Le Libertaire" 220 rue Vivegnis. Liège.

Suisse

"Centre International de Recherches sur l'Anarchisme"
C.I.R.A Beaumont 24. Lausanne IOI2

"Le réveil anarchiste" BP 44. Eaux Vives I200. Genève

Hollande

"De Vrige" Wilgenstraat 58b. Rotterdam-II.

Suède

"Roda Skrattet" Libertad. Allmänä vägen 64I4-60. Gotrborg

Mexique

"Terra y Libertad" Domingo Rojas. Appartado Postal M-IO 596
Mexico I.D.F

Uruguay

"Solidaridad" Joaquin Suarez. Rio Branco I5II. Montévidéo

Japon

"Groupe de recherches sur l'anarchisme contemporain"
c/o T.Ashii.

Daisan-Hiramaso. 3-26-8 Minamisenzoku, Ota-ku. Tokio.